



Déclaration liminaire – CTL 10-12-2013

Monsieur le Président,

Le Premier Ministre vient d'annoncer « que le temps est venu d'une remise à plat, en toute transparence de notre système fiscal ».

FO DGFIP réaffirme, dès aujourd'hui, sa totale opposition à une fusion de l'Impôt sur le revenu (IR) et de la Contribution Sociale Généralisée (CSG), qui inéluctablement entraînerait la retenue à la source.

Cette opposition se fonde sur quelques principes :

- La CSG, à laquelle FO a toujours été opposée, finance la protection sociale, alors que l'impôt alimente le budget de l'État,
- La CSG est un prélèvement proportionnel aux revenus alors que l'IR est un impôt progressif,
- La retenue à la source aggraverait l'injustice fiscale en faisant porter la pression fiscale essentiellement sur les salariés et les retraités,
- La retenue à la source confie la collecte de la contribution fiscale des salariés au patronat. C'est un désengagement de l'État au travers de l'abandon du recouvrement de l'impôt, une de ses missions régaliennes,
- La retenue à la source permettrait à l'employeur de connaître la situation familiale et patrimoniale de ses salariés, et ainsi fournirait des moyens de pression supplémentaires sur ces derniers.

Pour FO DGFIP, outre le coup politique qui a exclu les ministres de Bercy dans le processus de décision, la mise à plat du système fiscal doit intégrer l'ensemble de la fiscalité directe et indirecte, locale et nationale.

FO DGFIP n'est pas dupe de l'un des objectifs de cette réforme : permettre de poursuivre et d'amplifier les suppressions d'emplois.

Cette annonce arrive dans un environnement fortement dégradé dans l'ensemble des services de la DGFIP.

Lors du Comité Technique de Réseau (CTR) du 1er octobre dernier, le Directeur Général des Finances Publiques a annoncé la suppression de 1 988 emplois dans nos services en 2014 soit 9 116 emplois en 4 ans. Le Tarn devra supporter 11 suppressions d'emplois.

C'est dans ce contexte que vous nous réunissez aujourd'hui pour ce CTL.

Mais comment allez-vous nous expliquer, Monsieur le Président, l'impact de ces suppressions d'emplois tant sur les missions que sur les conditions de travail des agents ?



Les agents des Finances Publiques qui vivent au quotidien les effets des suppressions continuelles d'emplois (depuis + de 15 ans) et subissent les réductions de crédits de fonctionnement ne peuvent pas espérer que l'exercice des missions qui leurs incombent s'améliore.

Et en plus, d'après le gouvernement la DGFIP n'est pas une administration aux missions prioritaires !

FO-DGFIP81 entend et comprend les difficultés rencontrées au quotidien par nos collègues dans les centres des finances publiques du Tarn. D'ailleurs, nous venons de constater récemment sur plusieurs sites et services du département du Tarn des comportements inacceptables !

FO DGFIP81 demande que la direction locale prenne ses responsabilités pour lutter efficacement contre les situations de relations professionnelles dégradées.

Pour en revenir aux suppressions d'emplois, en Mars 2010, le Directeur adjoint au Directeur Général s'exprimait : « j'ai deux solutions soit laisser parler l'humain et traiter les suppressions d'emplois en mode filière gestion publique (sureffectif compensé par les départs en retraite ou autre mouvement de personnel), soit laisser parler l'outil et traiter les suppressions d'emplois en mode filière fiscale. Je m'engage à trouver une solution à la problématique des suppressions d'emplois ».

Après 3 années de discussions et de pressions de la part des organisations syndicales, la solution la moins « inhumaine » a donc été retenue. Dorénavant les suppressions d'emplois sur la filière fiscale ne seront plus nominatives : les sureffectifs des services seront compensés par des effets d'opportunité (mutations, promotions, départs en retraite, etc.), à l'instar des pratiques déjà existantes sur la filière gestion publique.

Les agents subissent actuellement la triple peine : en tant que citoyens avec des prélèvements fiscaux records, en tant que fonctionnaires avec un pouvoir d'achat dégradé, en tant qu'agents des finances publiques avec des restructurations permanentes liées aux suppressions d'emplois et, depuis deux ans, avec très peu de perspectives d'amélioration de leur carrière au regard de la baisse du nombre de promotions internes.

FO-DGFIP81 revendique l'arrêt des suppressions d'emplois et exige la mise en place des moyens nécessaires pour rétablir des conditions de travail dignes dans les postes et services du département et un service public de qualité pour tous les usagers publics et privés.